

Togo, démocratie impossible ? de Jonas Siliadin, Paris, L'Harmattan, 2014, 148 p.

Bernard Herencia

Volume 33, numéro 2, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026669ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026669ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Herencia, B. (2014). Compte rendu de [*Togo, démocratie impossible ?* de Jonas Siliadin, Paris, L'Harmattan, 2014, 148 p.] *Politique et Sociétés*, 33(2), 114–116. <https://doi.org/10.7202/1026669ar>

les relations bilatérales avec les puissances extérieures. De toute façon, la position stratégique du Moyen-Orient, ses enjeux symboliques et les ressources naturelles en font, incontestablement, « l'épicentre de la géopolitique mondiale » (p. 149) et un lieu de concurrence pour les puissances mondiales. Pendant que la Chine exerce une influence croissante dans la région en réponse à sa dépendance énergétique, la Russie veut neutraliser le soutien apporté au radicalisme sunnite en Tchétchénie et « briser l'encerclement dont elle estime être l'objet » (p. 156) de la part des États-Unis. Ces derniers, quant à eux, veulent réduire l'instabilité, sécuriser leur approvisionnement en pétrole, assurer la défense militaire de leurs fournisseurs comme l'Arabie saoudite, contenir l'Iran, protéger Israël, lutter contre le terrorisme et promouvoir la démocratie. Pour leur part, les États de l'Union européenne mettent à profit l'héritage colonial, dans le but de parer à l'immigration clandestine et de maintenir leur présence ainsi qu'une balance commerciale favorable, grâce à l'exportation de produits finis à forte valeur ajoutée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, qu'ils ont essayé d'intégrer dans un espace régional euro-méditerranéen.

La structure synthétique adoptée dans ce livre a permis d'analyser, dans un style pédagogique, de nombreuses problématiques. Cela facilite, incontestablement, la compréhension des dynamiques historiques et contemporaines du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Toutefois, les auteurs ont traité brièvement le Maghreb, ce qui est regrettable eu égard aux évolutions qui s'y réalisent depuis quelques années ainsi qu'aux dynamiques en interaction avec le Moyen-Orient. Aucun des huit chapitres du livre ne porte sur le « Printemps arabe », encore moins sur le terrorisme, à peine abordé (p. 148). En dépit de ces lacunes, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, réalisé dans un style clair avec beaucoup d'illustrations sous forme de tableaux, de graphiques, de cartes et d'enca-

drés, demeure une introduction pertinente à la géopolitique du Moyen-Orient.

Moda Dieng
 Département de science politique,
 Université de Montréal
 moda.dieng@umontreal.ca

Togo, démocratie impossible ? de Jonas Siliadin, Paris, L'Harmattan, 2014, 148 p.

Avec *Togo, démocratie impossible ?* Jonas Komlan Siliadin propose un essai politique qui se révèle être un trompe-l'œil pour la plus grande satisfaction de tous les démocrates puisque, au-delà du cas togolais, il s'agit de rappeler les valeurs fondamentales constitutives de toute démocratie stable, aujourd'hui comme hier, et en Afrique, comme dans tout autre endroit du monde.

L'auteur est membre de l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS), créée en 2008 par l'ancien premier ministre Agbeyomé Kodjo; tous deux sont d'anciens cadres du Rassemblement du peuple togolais (RPT), longtemps parti unique du général président Gnassingbé Eyadema qu'ils ont, en vain, tenté de réformer de l'intérieur entre 1992 et 2002. L'OBUTS est membre du Collectif Sauvons le Togo fédérant les principales forces d'opposition, tandis que le RPT est devenu l'Union pour la République (UNIR) en 2012, pour tenter de faire évoluer le parti avec un rajeunissement de ses cadres et une ouverture vers quelques figures de l'opposition.

Siliadin s'essaie à l'analyse de l'*homo togolensis*, expression qu'il emprunte au sociologue Richard Aboki, et dresse un bilan, lucide, du politique au Togo. Il en appelle à « la remise à l'endroit du combat pour la démocratie » et esquisse les contours et les principes de ce qu'il nomme un « œcuménisme politique » dont les deux piliers fondamentaux sont, d'une part, l'acceptation par les diverses forces politiques togolaises de travailler ensemble et, d'autre part, la volonté d'inscrire la dynamique coopérative ainsi obtenue dans la durée, de la rendre capable de dépasser les difficultés du

passé et du présent, tout comme celles qui surviendront à l'avenir.

L'auteur pourfend l'adversité systématique des politiques togolais et «l'incapacité structurelle de parvenir à des moments républicains où l'intérêt de la nation supplante tout». Il en appelle à la reconnaissance (et au respect) des valeurs sacrées de la démocratie («la vie, la nation, la république, les libertés publiques») à distinguer du vulgaire, de l'«ordinaire» écrit-il («l'appartenance politique, l'opinion, le point de vue, l'ethnie»): c'est-à-dire le fondamental de l'accessoire, le bon grain de l'ivraie. S'il consacre un court chapitre à sa foi chrétienne, c'est pour dénoncer l'amalgame du religieux et du politique.

Car ce livre est aussi l'occasion, pour Siliadin, d'indiquer quelques jalons importants de sa formation d'homme et de politique. Il s'engage dans la politique de son pays dès ses études secondaires. Dans les années 1990, il contribue aux travaux de la commission nationale de vérification du recensement pour l'actualisation des listes électorales. Dans les années 2000, il est chef du cabinet du premier ministre Kodjo et se heurte concrètement aux pratiques gouvernementales et aux contraintes des champs de compétences ministériels lorsqu'il réalise une étude de la filière du coton sans en passer par le ministre de l'Agriculture.

Togo, démocratie impossible? est dans un premier temps consacré à sérier les difficultés du Togo: l'inconsistance du sentiment national, une culture politique dans l'enfance, une armée insuffisamment liée à ses missions constitutionnelles, les empiètements de l'exécutif sur le judiciaire, la désunion de l'opposition, l'emprise du religieux sur le politique. Ces difficultés sont caractérisées comme autant de blocages entravant toute marche vers la démocratie. Le Togo est présenté comme une juxtaposition persistante d'ethnies réunissant des clans dont la structure rejaillit sur et parasite toute l'activité politique qui, dès lors, est balkanisée et répond avant tout à des *stimuli* généralement détachés de toute vision politique globale. Mais d'autres lignes de fractures entravent le politique togolais:

entre les «authentiques» opposants et ceux qui ont été à un moment ou un autre en relation avec le RPT (ce qui est la position de l'auteur); entre les natifs et les Togolais nés à l'étranger. L'auteur rappelle encore à la raison l'armée qui est, d'abord, non pas attachée à la protection du régime démocratique, comme le prévoit la constitution togolaise, mais à celle de la figure tutélaire qui l'a incarnée durant de longues années – Eyadema – et finalement à sa famille. Il dénonce encore le manque d'indépendance de la justice et insiste sur la nécessité d'établir une véritable séparation des pouvoirs (d'ailleurs prévue dans la constitution) tout en fustigeant le manque de probité des magistrats. Bien sûr la liste est loin d'être exhaustive et l'ouvrage aurait pu consacrer quelques développements à d'autres points névralgiques du Togo comme les droits de l'homme, la corruption ou encore la misère.

Fidèle à son engagement de longue date, l'auteur ne milite pas pour un renversement du pouvoir en place, mais reste favorable à des évolutions qui, de l'intérieur, favoriseront l'émergence d'une véritable démocratie. Le sentiment national ne peut se renforcer que par le recul du tribalisme avec l'engagement des individus, mais surtout de l'État et de l'institution d'éducation; or, Jonas Siliadin, se méfiant de toute dérive *jacobine*, en appelle à une décentralisation administrative capable de marier la complémentarité et l'interdépendance des territoires togolais. Si l'idée est séduisante, le pari semble audacieux – à moins d'envisager un véritable fédéralisme – lorsqu'il s'agit de consolider le sentiment national et l'auteur souligne lui-même la dimension paradoxale de la proposition. Il faut encore renforcer la culture politique en favorisant l'émergence du débat démocratique. Il insiste également sur l'exigence morale qui doit prévaloir dans la sphère politique. Enfin, l'armée doit œuvrer à «sanctuariser les règles républicaines», condition préalable indispensable à l'édification d'une démocratie au Togo capable d'y favoriser les progrès économiques et sociaux.

Achevons cette recension en précisant que l'ouvrage paraît dans un contexte pré-

électoral : l'élection présidentielle est prévue en 2015 et Faure Essozimna Gnassingbé (prétendant à un troisième mandat) apparaît comme favori face à une opposition en proie aux luttes intestines que dénonce Jonas Siliadin, mais aussi à l'égard d'un scrutin qui, comme les précédents, risque de manquer de sincérité. Dans les nombreuses épigraphes que celui-ci propose en tête de chacun des chapitres de son ouvrage, il en est une qui nous semble tout à fait résumer sa démarche éditoriale : « On n'est pas moins fautif en ne faisant pas ce qu'on doit faire qu'en faisant ce qu'on ne doit pas faire » (Marc-Aurèle, *Pensées pour soi-même*, VIII. XII). Et l'auteur préfère agir – au moins susciter la réflexion de ses compatriotes – en publiant ses analyses politiques, quitte à se tromper dans ses conclusions, alors même qu'il serait tout autant sujet aux critiques en faisant le choix du silence.

Si *Togo, démocratie impossible ?* ne parvenait pas à imposer les lignes de force des débats politiques à venir au Togo, il aurait au moins le mérite de constituer un véritable « moment républicain ».

Bernard Herencia
Espaces éthiques et politiques / *Largotec*,
Université Paris-Est
bernard.herencia@u-pem.fr

Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord, sous la dir. d'Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et Martin Papillon, Québec, Presses de l'Université de Montréal, coll. « PUM », 2013, 407 p.

Alors que les relations entre Autochtones, Québécois et territoire font depuis longtemps l'objet de recherches dans le restreint des cercles universitaires et, même sans en être une préoccupation de premier ordre, se trouvent portées à l'attention des gouvernements dès lors que ceux-ci se soucient de la légitimité (légal plutôt que politique) de différents projets de développement économique et social, force est de constater que le public québécois en est peu informé. C'est dire que *Les Autochtones et*

le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord, sous la direction d'Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et Martin Papillon, est un ouvrage important, en ce sens qu'il prend la forme d'un tour d'horizon des multiples enjeux, historiques et contemporains, qui touchent les relations entre ces peuples. Le large spectre interdisciplinaire représenté dans ce collectif, de même qu'une volonté d'accessibilité explicite chez tous les auteurs, en font un bon ouvrage de référence pour l'enseignement aux étudiants de niveau collégial ou du premier cycle universitaire dans les domaines des sciences sociales et humaines et pour quiconque s'intéresse aux relations entre Autochtones et allochtones au Québec.

Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, signe la préface du collectif qui s'articule autour du thème de la rencontre et qui se divise en trois sections : les rencontres historiques ; les rencontres culturelles, sociales et économiques ; et les rencontres politiques et juridiques. Il rappelle au lecteur l'importance de renouveler une relation de nation-à-nation, une position qui procède de la souveraineté autochtone préexistante au contact avec les Européens et jamais abdiquée. Le rappel n'est pas sans importance.

À l'encontre des récits historiques dominants et à sens unique célébrant les origines de la nation québécoise, la première partie de l'ouvrage rend compte d'une réalité géopolitique et interculturelle complexe et changeante qui, dans un premier temps, obligea à la création d'alliances et à la médiation. Ainsi, différentes méthodologies sont mises à contribution afin d'enrichir et de nuancer notre conception des relations historiques entre ces peuples. Roland Tremblay fait d'entrée de jeu l'analyse de preuves archéologiques d'un vaste réseau d'échange « d'objets et d'idées » (p. 43), d'abord entre les diverses nations autochtones, puis entre elles et les explorateurs européens, alors que Peter Cook fait la lecture « à contre-courant » (p. 56) des sources documentaires européennes datant du début du seizième siècle jusqu'aux années 1630. Les contributions de Sylvie Vincent et Jonathan Lainey